

**Une voix:** Oui.

**M. Hellyer:** Pas d'après moi. Je crois que nous avons le devoir de renverser ce gouvernement médiocre qui fait preuve d'incompétence et de le remplacer par un gouvernement réellement de son époque.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Et un gouvernement qui dit la vérité.

**Une voix:** Le petit David se met en colère.

**M. Hellyer:** Vous connaissez la chanson.

Little David was small,

But oh my!

Je pense que c'est une petite chanson que l'on jouait habituellement dans les concerts populaires. Une chose est évidente. Le gouvernement actuel n'est pas de son temps. Méprisant, mais pas de son temps. Notre chômage aigu a été provoqué par le gouvernement. Nous nous souvenons tous de cette émission de télévision au cours de laquelle le premier ministre debout devant les caméras déclarait: On dit que nous n'aurons pas le courage de permettre au chômage d'atteindre 6 p. 100 mais on a tort. Voilà ce que le premier ministre (M. Trudeau) disait à la population canadienne qui s'efforce de l'oublier.

Le gouvernement a provoqué ce chômage aigu par sa politique monétaire restrictive de 1969-1970. En fait, le secrétaire principal du premier ministre l'a admis pendant la campagne électorale jusqu'à ce que son comité électoral lui dise de se taire et de renverser la vapeur. Le député de Verdun (M. Mackasey) le croit également. Je le vois sourire. Il en a pratiquement dit autant. Voilà la source du chômage: la politique gouvernementale restrictive de 1969 et 1970.

**M. Lewis:** Vous faisiez partie du gouvernement.

**M. Hellyer:** Non. Croyez-moi, j'avais démissionné avant.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hellyer:** Je m'y attendais.

**M. Paproski:** David s'échauffe.

• (2130)

**M. Hellyer:** Si le taux annuel combiné d'augmentation du chômage de 1960 à 1961, qui était de 3.1 p. 100, s'était maintenu, il y aurait plus d'un quart de million de chômeurs de moins au Canada à l'heure actuelle. Ce pourcentage qui était de 3.1 p. 100 pendant ces années est tombé à 2.5 p. 100 de 1966 à 1972. Voilà la différence entre un taux de chômage totalement inacceptable et immoral et ce qui, en d'autres circonstances, aurait été une proportion raisonnablement acceptable et d'environ moitié inférieure au niveau actuel.

La tentative du gouvernement de juguler l'inflation par une politique monétaire était anachronique. Comme l'ont dit mes collègues, l'inflation est un gonflement des prix. Il s'agit d'une chose totalement différente de l'inflation classique qui nécessite un tout autre remède. Le fait que le gouvernement ne se soit pas rendu compte que seules des directives contraignantes parviendront à résoudre le pro-

### Subsides

blème est responsable du fait que toutes ces années il a toléré le chômage et l'inflation au lieu de poursuivre l'objectif double que sont un chômage réduit et des prix stables. Le gouvernement s'est obstinément refusé à faire face aux réalités de même que le NPD, son comparse en ce domaine. En ont résulté une inflation et un chômage inacceptables, chômage qui est une honte nationale et une tache sur nos consciences.

Face à cette situation impossible, le parti progressiste conservateur a pris le taureau par les cornes et a proposé une attaque triphasée. Premièrement, nous avons proposé un budget nettement plus expansionniste que celui du ministre des Finances. Il s'est moqué de notre suggestion d'augmenter le déficit déjà prévu par lui. Selon lui, des allègements fiscaux supplémentaires de l'ordre de deux milliards seraient hautement inflationnistes. C'est inepte quand on voit le supplément d'investissements en capitaux qu'il faut pour donner du travail à 100,000 personnes. Quand on se rend compte qu'au moins \$25,000 et parfois \$50,000 sont nécessaires pour qu'une personne vienne s'ajouter à la population active, on se rend compte de l'ampleur du problème qui se pose à nous et de l'importance des dépenses indispensables. Ainsi, des investissements et des réductions fiscales supplémentaires de ce genre sont absolument essentiels pour réduire le chômage dans une proportion même de 1 p. 100 et dans des délais raisonnables.

Le parti conservateur progressiste a donc proposé une autre réduction importante des impôts et un budget plus axé sur l'expansion économique qui ne maintiendrait pas simplement le statu quo, mais permettrait tout de suite d'abaisser le haut niveau de chômage à un niveau plus acceptable. En même temps, ce parti a proposé le blocage temporaire des salaires, des prix et des bénéfices en corrélation avec ce budget favorable à l'expansion économique. Puis après avoir consulté les syndicats, le patronat et les provinces, nous introduirions des directives obligatoires qui permettraient de résoudre ces problèmes.

En outre, le chef de l'opposition officielle a parlé cet après-midi de stimulants particuliers pour les petites entreprises afin de permettre aux Canadiens d'investir dans leur propre pays. Il a mentionné les moyens suivant lesquels les Canadiens pourraient participer aux entreprises, et grâce auxquels les chefs d'entreprises canadiens pourraient plus directement et plus profitablement contribuer à la mise en valeur de leurs propres ressources et de leurs industries. Il est certain que c'est une partie essentielle et justifiée de toute attaque sur trois fronts à la fois.

Je pense que la seule façon de résoudre les problèmes du chômage et des salariés défavorisés est de lancer ce genre d'attaque sur trois fronts. Nous devons créer plus d'emplois pour réduire le nombre de ceux qui touchent l'assurance-chômage, une question qui bouleverse tant le député de Verdun (M. Mackasey). Nous devons leur offrir la possibilité réelle de participer à l'expansion du Canada. En même temps, en imposant des directives obligatoires il serait possible d'augmenter rapidement les salaires les plus bas pour améliorer la condition des salariés défavorisés et pour que ces derniers aient un salaire net leur permettant de subvenir à leurs besoins en matière de nourriture, de vêtements et de logement, sans recevoir les aumônes d'une administration bienveillante.